

LA VÉRITÉ



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la IV^e Internationale) Bulletin intérieur Prix : 2 francs

SOUS LE SIGNE DE LA IV^e RÉPUBLIQUE

QUE NOUS PRÉPARE DE GAULLE ?

La bourgeoisie est en train de donner une leçon de réalisme aux pseudo-chefs ouvriers. Conscient de son incapacité à remédier aux maux provoqués par la guerre ; conscient de la colère qui gronde dans les masses populaires ; conscient de cette

montée de la révolution prolétarienne, la bourgeoisie se prépare du tout pour la guerre et de la paix sociale essayent d'anesthésier les travailleurs français, la bourgeoisie, elle, fourbit ses armes de guerre civile.

par toute la population contre des fascistes, sont frappés par la répression (cinq à sept ans de prison).

La guerre, en Europe, arrive au dénouement ; le gouvernement est incapable d'équiper les premières classes appelées. Et la mobilisation

continue. Le budget de guerre s'élève à 173 milliards de francs, somme qui n'est pas seule, dépense de 19 milliards de francs de plus. Cette politique ultra-militariste injustifiée et injustifiable traduit la volonté réactionnaire de la bourgeoisie française et de ses commis au gouvernement.

Le fascisme renaît

Une agitation fébrile règne dans le camp fasciste. Le P.S.F. se reconstitue et promène sa face de mort au grand jour. Oh ! il est encore bien timide, il relève à peine d'une grande peur ! Mais d'ici peu, il sera plus ferme sur ses jambes.

de sociétés secrètes telles que le Mouvement syndicaliste d'Enfer ? A-t-il rendu publique la collusion, depuis 1935, de la Cagoule et du Deuxième Bureau militaire français avec les services secrets du fascisme italien ?

Liberté de la presse ? Liberté d'expression ? Personne n'a plus d'illusion sur ce point.

mesures destinées à briser les forces vives des masses populaires : comités d'usine, milices et G.C.R., comités d'épuration. C'est parce qu'il ne veut pas rompre la coalition avec les agents des trusts que le P.C.F. s'est fait le complice de ces mesures et le marchepied de la dictature militaire et policière.

Les libertés démocratiques

Ce gouvernement de droit divin, pas plus mandaté par le suffrage universel que le gouvernement Pétain, fait bon marché des libertés élémentaires.

Drôit syndical ? Ce n'est qu'un mot si l'on accepte la mobilisation des travailleurs dans les entreprises et si l'on tolère l'étouffement de l'affaire Poidebard de Lyon. Cinq cents gros patrons ont participé à la mise en fiche des militants ouvriers. Le nom de cent cinquante seulement de ces patrons de combat a été révélé.

Une dictature policière...

Car ce gouvernement, vous ne le contrôlez pas. Vous n'êtes que des otages destinés à tromper les masses populaires sur son caractère réel et de plus en plus manifeste : une dictature militaire et policière. Dictature policière ?

La presse de province du P.C.F. a mis plusieurs fois les sections en garde contre les manœuvres de policiers qui cherchaient à s'approprier des listes de noms des militants.

Le procès ESTEVA a jeté une lumière intéressante sur l'état d'esprit qui règne dans les sphères gouvernementales et de l'état-major. Tous les gâlonnés qui ont défilé à la barre, y compris l'amiral Muselier, ont pris la défense de l'accusé. Son seul crime, dirent-ils, c'est d'avoir été un peu moins malin et un peu moins veinard que ses confrères. Mais en servant Pétain, il servait la patrie, c'est-à-dire la bourgeoisie française. Esteva lui-même, applaudit par la salle et par un des jurés, mit les points sur les i en déclarant : « De main je vous demanderai de m'acquiescer... pour pouvoir servir sous les ordres de celui, quel qu'il soit, qui commande en France. Je lui suis acquis d'avance ». C'est bien cela. Dressé par une longue carrière de servilité, la caste des officiers est un instrument au service de la bourgeoisie, quel que soit le gouvernement. Pétain défend l'ordre bourgeois. Vive Pétain ! De Gaulle défend l'ordre bourgeois : Vive de Gaulle !

Qu'attend-on pour publier la liste complète des patrons abonnés à l'agence de délation Poidebard ?

La Résistance et « son » Gouvernement

La Résistance, comme une poule qui aurait couvé un œuf de canard, ne reconnaît plus « son » gouvernement. De Gaulle ne prend aucune précaution pour atténuer la désillusion, une délégation de la Consultative venue lui offrir sa participation à la politique de grandeur, le maréchal deux étoiles a répondu qu'il était le seul responsable de

l'Etat-majeur. C'est ce que pense aussi ce bon M. Mornet, procureur général. Comment ? Lui reprocher d'avoir présidé la Commission de révision des nationalisations ! Mais c'était pour sévir contre les mauvais Français ! Quel double jeu, voyez-vous ? Sous de Gaulle, comme sous Pétain, un seul et même jeu : le jeu de la bourgeoisie.

...Double d'une dictature militaire

Sous le couvert d'une politique de grandeur et de mobilisation « contre le fascisme », de Gaulle est en train de réaliser son projet de tous les maux exposés dans ses publications : l'Armée de métier. Dès maintenant, à côté du million de mobilisés, peu ou pas équipés, dans les dépôts existe une véritable armée prétorienne, bien nourrie et grassement payée, encadrée d'officiers fascistes, instrument idéal pour la dictature et

pour la guerre civile. On empêche la presse « ouvrière » d'union sacrée d'entrer dans les casernes : « Route Midi » à Toulon, le « Populaire » à la caserne Guynemer, à Rueil.

Il servait l'Ordre et espère encore le servir... lorsque viendra l'annistie.

Il comprend que personne ne les lui ait réclamés. Les loups ne se mangent pas entre eux.

Les loups entre eux :

Le procès ESTEVA a jeté une lumière intéressante sur l'état d'esprit qui règne dans les sphères gouvernementales et de l'état-major. Tous les gâlonnés qui ont défilé à la barre, y compris l'amiral Muselier, ont pris la défense de l'accusé. Son seul crime, dirent-ils, c'est d'avoir été un peu moins malin et un peu moins veinard que ses confrères. Mais en servant Pétain, il servait la patrie, c'est-à-dire la bourgeoisie française. Esteva lui-même, applaudit par la salle et par un des jurés, mit les points sur les i en déclarant : « De main je vous demanderai de m'acquiescer... pour pouvoir servir sous les ordres de celui, quel qu'il soit, qui commande en France. Je lui suis acquis d'avance ». C'est bien cela. Dressé par une longue carrière de servilité, la caste des officiers est un instrument au service de la bourgeoisie, quel que soit le gouvernement. Pétain défend l'ordre bourgeois. Vive Pétain ! De Gaulle défend l'ordre bourgeois : Vive de Gaulle !

l'Etat-majeur. C'est ce que pense aussi ce bon M. Mornet, procureur général. Comment ? Lui reprocher d'avoir présidé la Commission de révision des nationalisations ! Mais c'était pour sévir contre les mauvais Français ! Quel double jeu, voyez-vous ? Sous de Gaulle, comme sous Pétain, un seul et même jeu : le jeu de la bourgeoisie.

Sur le front international

ITALIE

A Rome, les ouvriers manifestent contre ceux qui ont permis l'évasion du général fasciste ROATTA.

ALLEMAGNE

Fraternisation et contre-révolution

« Environ 12.000 personnes se sont rassemblées cet après-midi pour manifester leur indignation au sujet de l'évasion du général Roatta. Au cours de la manifestation, il y eut un mort et plusieurs blessés. » (A.F.P., 6 mars).

« La vérité, c'est qu'il n'y a aucun plan sérieux d'utilisation de notre potentiel économique », dit Frachon dans une conférence aux « juristes communistes », où il réclamait que ce plan général soit immédiatement dressé.

« A la réunion publique du Colosseum, on entendit aussi, à côté du mot d'ordre de combat « A bas le régime ! », le cri terrible « Mort au roi ! ». On put voir à cette réunion des douzaines de drapeaux rouges, mais pas un seul tricolore Italien. »

« Nous qui, maintes fois, avons affirmé qu'il n'y aurait pas de reprise effective, que 800.000 chômeurs avoués officiellement n'auraient pas de travail sans élaboration d'un vaste plan de reprise économique, nous qui savons fort bien que les nationalisations effectives que nous réclamons ne peuvent être efficaces que réalisées dans le cadre d'un tel plan, nous ne pouvons ici que marquer notre accord. Mais il faudrait bien s'entendre, c'est-à-dire répondre aux questions : de quel plan s'agit-il ? qui élaborera, qui appliquera ce plan ? »

Le rôle des stalinistes

« Mardi, quand des manifestations de masse furent organisées contre l'évasion de Roatta, le Parti Communiste ouvrit de son mieux dans les deux camps. Togliatti (secrétaire du Parti communiste Italien) couvrit pleinement de son autorité le programme du gouvernement, en vue de resserrer l'autorité intérieure, tandis que Spano (dirigeant communiste) agissait comme leader dans les démonstrations, demandant le renversement du gouvernement. » (Observer, 11 mars).

Plan de production de paix

« Produire, mais que produire ? Du matériel de guerre, répondent la bourgeoisie et ses agents dans les rangs de la classe ouvrière. Mais les travailleurs ont appris que la formule de Garing « Des canons ou du beurre » n'est pas un simple slogan publicitaire, qu'en effet, il faut choisir : ou le matériel de guerre, ou les produits nécessaires à la vie des travailleurs. »

Les « communistes dissidents »

« Devant les troubles du Quirinal, le quotidien de Rome du parti communiste, attire l'attention sur le fait qu'il y avait des « provocateurs » dans la foule. Ce terme, sans aucun doute, ne couvre pas seulement la Cinquième Colonne, mais aussi bien des organisateurs, de divers mouvements communistes dissidents. » (Observer, 11 mars).

Il faut un plan de production

« On leur a dit et on leur dit encore : les chemins de fer sont avant tout et pour plus de 70 % affectés aux transports militaires ; la charbon est par priorité affecté aux industries d'armement, les importa-

Rompez la coalition !

Gouvernement P.S. - P.C.F. - C.G.T.

Ainsi le sort de nos libertés est en train de se jouer. La bourgeoisie, ayant usé rapidement le vernis d'illusion de la Résistance et le crédit de son gouvernement, passe au renforcement de l'appareil d'Etat. Celui-ci tend de plus en plus à simuler le rôle d'un arbitre neutre des rivalités politiques, armé jusqu'aux dents, et qui ne rendrait compte de son arbitrage qu'à un seul camp, celui des capitalistes. C'est en cela que compte la réédition du second Empire. Derrière son impossible arbitrage, le fascisme s'efforce de regrouper ses forces pour écraser, si on lui en

laisse le temps, tout mouvement revendicatif ou d'émancipation des masses populaires.

Il n'est que temps. Maintenir la coalition avec les agents des trusts au nom de l'union sacrée devient un véritable crime contre nos libertés. Il faut rompre la coalition. Il faut, dès maintenant, mobiliser les masses populaires pour le soutien d'un gouvernement formé par les partis socialistes, communiste et par la C. G. T. I

l'Etat-majeur. C'est ce que pense aussi ce bon M. Mornet, procureur général. Comment ? Lui reprocher d'avoir présidé la Commission de révision des nationalisations ! Mais c'était pour sévir contre les mauvais Français ! Quel double jeu, voyez-vous ? Sous de Gaulle, comme sous Pétain, un seul et même jeu : le jeu de la bourgeoisie.

Il n'est que temps. Maintenir la coalition avec les agents des trusts au nom de l'union sacrée devient un véritable crime contre nos libertés. Il faut rompre la coalition. Il faut, dès maintenant, mobiliser les masses populaires pour le soutien d'un gouvernement formé par les partis socialistes, communiste et par la C. G. T. I



Il faut un plan de production

« On leur a dit et on leur dit encore : les chemins de fer sont avant tout et pour plus de 70 % affectés aux transports militaires ; la charbon est par priorité affecté aux industries d'armement, les importa-

« On leur a dit et on leur dit encore : les chemins de fer sont avant tout et pour plus de 70 % affectés aux transports militaires ; la charbon est par priorité affecté aux industries d'armement, les importa-

Les travailleurs du cinéma ont riposté avec l'arme prolétarienne par excellence, la seule qui donne des résultats : la grève.

Combien est justifié le mouvement du cinéma. Les ouvriers le jugeront par les salaires : des caissiers à 720 francs par semaine ; des gardiens, à 750 francs par semaine ; des directeurs, 2^e catégorie, à 1.035 francs par semaine.

tré. Mais, samedi 17 mars, sans doute stimulés par les employés-ouvriers et leur mouvement, les travailleurs demandèrent l'escalation immédiate de la promesse. Palabres, discussions ; en fin de compte, après une brève réunion sur les lieux du travail, les divers employés décidèrent la grève pour le lendemain 18 mars. Ce jour-là, entrés dans l'établissement, au lieu d'ouvrir à 14 heures, comme à l'habitude, ils téléphonèrent au patron qui, révolté, leur dit combien leur façon d'agir le peine ; il promet, essaye de gagner du temps ; pendant ce temps, à l'extérieur, le public, massé devant les entrées, se fâche, et brise les grilles. Cinq cars de police-secours arrivent, et il y a bagarre, cependant qu'à 15 heures, M. Voltéra passait les poutres et accordait les 45 %. Et le délégué termine en criant victoire, puis repart sous les applaudissements unanimes.

Il y a quelques semaines, l'augmentation de 40 % avait été acceptée par les représentants patronaux : 20 % immédiatement, 20 % au moment de la majoration du prix des places. Mais au moment de passer à la caisse, le président de la Fédération nationale, M. Lusiez, déclare ne pas accepter l'accord et se désolidariser de ses représentants. Bien entendu, M. Parrot appela les patrons et refuse d'honorer l'accord.

Ouvriers de la région parisienne, il faut que la grève réussisse ; organisez la solidarité dans tous les syndicats, exigez que la C.G.T. soutienne le mouvement, comme les travailleurs du cinéma l'exigent, eux ! Travailleurs du spectacle, pour que votre grève réussisse, élisez votre comité de grève.

Les patrons répondent qu'ils veulent bien augmenter les salaires si on augmente le prix des places. Cet argument ne tient pas. Pour une place de 10 fr., l'augmentation de salaire se traduit par 0 fr. 20 d'augmentation, alors que les patrons veulent augmenter de 40 % le prix des places.

— Exigez le contrôle sur les livres de comptes ! Exigez la suppression du secret commercial ! Spectateurs ! Les grévistes défendent vos intérêts comme salariés et comme spectateurs, soutenez-les ! Pour que l'augmentation des salaires ne se traduise pas par une hausse de coût, imposez l'échelle mobile des salaires, seul moyen pour lutter contre la vie chère qu'organise pour son compte le C.O.I.C. vichyssois qu'il faut dissoudre et remplacer par un comité de cinéma élu par les salariés du spectacle.

Un délégué de la section syndicale de Lunapark vient faire un exposé très net des événements qui se sont passés samedi et dimanche dans cet établissement :

— Au moment où nous mettons sous presse, la grève du cinéma vient de se terminer. Le manque de place nous oblige à reporter le commentaire de sa conclusion au prochain numéro.

Depuis février dernier, Voltéra avait accédé à une demande d'augmentation de salaire de 45 %, éternel jeu du possédant : promet-

— Au moment où nous mettons sous presse, la grève du cinéma vient de se terminer. Le manque de place nous oblige à reporter le commentaire de sa conclusion au prochain numéro.

VIVE LA COMMUNE !

Le 18 mars 1871, le peuple de Paris instaura le premier pouvoir ouvrier. Contre la guerre des capitalistes, la Commune dressa le drapeau rouge de l'internationalisme prolétarien. « Ce qui fait la grandeur historique de la Commune, c'est son caractère sincèrement internationaliste, c'est le défi qu'elle jeta hardiment à tout sentiment de chauvinisme bourgeois », écrivait Engels, le compagnon de Marx, c'est ainsi que le ministre du Travail de la Commune fut un ouvrier allemand.

« Ce qui fait la grandeur historique de la Commune, c'est son caractère sincèrement internationaliste, c'est le défi qu'elle jeta hardiment à tout sentiment de chauvinisme bourgeois », écrivait Engels, le compagnon de Marx, c'est ainsi que le ministre du Travail de la Commune fut un ouvrier allemand.

Pour les Thorez et consorts, qui ont complètement renié les enseignements de la Commune, celle-ci ne fut qu'une « révolte du patriotisme ». De même, Thorez est pour le désarmement des Milices, alors que Marx reconnaissait dans la Commune la première République prolétarienne en ce que son premier décret supprima l'armée permanente et la remplaça par le peuple armé.

Pour les Thorez et consorts, qui ont complètement renié les enseignements de la Commune, celle-ci ne fut qu'une « révolte du patriotisme ». De même, Thorez est pour le désarmement des Milices, alors que Marx reconnaissait dans la Commune la première République prolétarienne en ce que son premier décret supprima l'armée permanente et la remplaça par le peuple armé.

La lutte pour les SALAIRES

Les grèves dans la région parisienne

Au cours de ces derniers jours, plusieurs corporations ont déclenché des mouvements, en opposition avec les dirigeants de la C. G. T. — Les 12.000 imprimeurs du la-beur firent grève pendant plusieurs jours.

grève générale ne fut repoussée qu'à la suite de l'engagement pris par les secrétaires du syndicat de faire aboutir les propositions de rajustement des traitements.

— Au Congrès des services publics une motion envisageant la

— Au cours d'une assemblée générale des boulangers, Racamond, bavant sur les « trotskystes », ne fit repousser la grève que parce que les patrons cédèrent et donnèrent une légère augmentation de salaires. Mais les boulangers sont décidés à passer à l'action, si le 1^{er} avril leurs revendications ne sont pas satisfaites.

Nous attendons la réponse de « l'Humanité »

À la suite des calomnies déversées systématiquement sur notre parti par l'« Humanité » et les dirigeants du Parti communiste français, nous avons dans le dernier numéro de la « Vérité », mis en demeure l'« Humanité » de venir apporter devant une commission composée de toutes les tendances du mouvement ouvrier et de la Résistance, la preuve de ses accusations contre les trotskystes.

— Dans le cinéma, la grève générale a arraché 30 0/0 d'augmentation.

Si les accusations de l'« Humanité » ne sont pas des mensonges destinés seulement à salir et à discréditer des militants révolutionnaires qui se refusent à sacrifier les intérêts de la classe ouvrière, elle a le devoir de faire au grand jour le procès du trotskysme. C'est à quel nous avons convié l'« Humanité ». Nous attendons la réponse.

— Dans la métallurgie, débrayage chez Coder, aux forges de Meudon, chez Chausson, à la General Motors, chez Rosengart, chez Citroën.

Les enseignements des grèves de la région parisienne

Il est indispensable de tirer quelques rapides enseignements de mouvements qui viennent de se déclencher.

Il est indispensable de tirer quelques rapides enseignements de mouvements qui viennent de se déclencher.

La grève Citroën

La grève de chez Citroën est particulièrement importante comme indice de la tension croissante parmi les métallos.

La grève de chez Citroën est particulièrement importante comme indice de la tension croissante parmi les métallos.

Citroën, à Saint-Ouen, avait débrayé pour protester contre la scandaleuse tentative de creuser le fossé entre les salaires des manœuvres et ceux des professionnels. Le mouvement s'étendit à Citroën-Epinettes, et ce ne fut que sur la brutale intervention de Beaumont qu'il ne démarra pas à Citroën-Levallois et Javel. A ce propos, il est curieux de constater que la direction Michelin, qui entend l'entrée de ses usines à tout responsable syndical et qui n'accepte pas de réunion syndicale dans les réfectoires de l'usine, a laissé Beaumont circuler dans l'usine pour arrêter la grève !

Citroën, à Saint-Ouen, avait débrayé pour protester contre la scandaleuse tentative de creuser le fossé entre les salaires des manœuvres et ceux des professionnels. Le mouvement s'étendit à Citroën-Epinettes, et ce ne fut que sur la brutale intervention de Beaumont qu'il ne démarra pas à Citroën-Levallois et Javel. A ce propos, il est curieux de constater que la direction Michelin, qui entend l'entrée de ses usines à tout responsable syndical et qui n'accepte pas de réunion syndicale dans les réfectoires de l'usine, a laissé Beaumont circuler dans l'usine pour arrêter la grève !

Bien que la grève fut rapidement étouffée, le débrayage de plusieurs usines Citroën est le signe que les métallos comprennent qu'il n'y a pas de lutte possible sans la généralisation du mouvement. Pour triompher dans la lutte, il faut nous organiser. La plupart des grèves qui se déclenchent sont spontanées, les ouvriers se par-dan de prélever immédiatement les centres syndicaux qui descendent tout de suite pour stopper le mouvement.

Bien que la grève fut rapidement étouffée, le débrayage de plusieurs usines Citroën est le signe que les métallos comprennent qu'il n'y a pas de lutte possible sans la généralisation du mouvement. Pour triompher dans la lutte, il faut nous organiser. La plupart des grèves qui se déclenchent sont spontanées, les ouvriers se par-dan de prélever immédiatement les centres syndicaux qui descendent tout de suite pour stopper le mouvement.

Qui peut appliquer le plan

Frachon doit reconnaître que la seule préoccupation de la bourgeoisie est de ses bureaucraties est de partir fin aux initiatives ouvrières. Mais la classe ouvrière ne peut compter sur elle-même pour appliquer le plan qu'elle aura élaboré. Il faudra contrôler la stricte application des mesures décidées, étudier les meilleures conditions de production, surveiller la gestion financière, éviter tout sabotage des hommes, des trusts et de leurs agents. C'est sera l'œuvre des Comités Ouvriers démocratiquement élus par l'ensemble des travailleurs sans distinction d'âge, de sexe ou de nationalité.

Il est à noter que ce sont les exploités du livre, du spectacle, de la nouveauté qui débrayent, alors que la métallurgie est en général, bien plus calme. Ce n'est pas là l'effet d'un hasard, ni que les métallos ont perdu de leur classe combattivité. Bien au contraire, déjà tout l'édifice bureaucratique qui pèse avec un poids redoublé sur leurs épaules se soulève comme un couvercle au-dessus d'une chaudière bouillonnante. L'appareil bureaucratique étouffant l'action autonome des ouvriers est infiniment plus puissant dans la métallurgie que dans le spectacle, par exemple. Résolument contre la grève, les Nenni, Costes et consorts, se dressent, avec une violence qu'on ne leur connaît pas dans la lutte avec

« C'est ainsi, et ainsi seulement que se manifestera réellement et pleinement l'Initiative et Pensée créatrice des masses ». LAMARCA.

« C'est ainsi, et ainsi seulement que se manifestera réellement et pleinement l'Initiative et Pensée créatrice des masses ». LAMARCA.

le patronat, contre les ouvriers qui essaient d'ouvrir dans les usines la perspective de l'action de classe. Mais la misère est trop grande, les salaires trop bas pour que, longtemps encore, le calme règne dans les usines. Les métallos ont fait confiance, font encore confiance à ceux qu'ils considèrent comme leurs dirigeants. Mais cette confiance n'est ni aveugle, ni illimitée. Brisant avec la politique de collaboration de classes de l'appareil de la C. G. T., les exploités du livre et du spectacle ouvrent la voie à l'action de classe de la métallurgie.

Déjà on nous signale que, dans telle localité, des réunions ont lieu où se rassemblent des syndicats de plusieurs corporations, dans un comité local de liaison inter-syndicale. Ces ouvriers ont compris que c'est en s'organisant par-dessus la férule bureaucratique des leaders syndicaux qu'ils pourront, en confrontant leur expérience, former une direction de combat pour la satisfaction de leurs revendications. Leur exemple doit être suivi.

La politique confédérale aboutit à l'échec des mouvements

Dans les usines où les ouvriers ayant débrayé reprennent le travail sous la pression de leur direction syndicale, leurs revendications restent généralement pendantes. Ainsi les imprimeurs du Nord. Ainsi les métallos de chez Rosengart qui ont, sur le conseil de leurs dirigeants, transformé le débrayage en délégation au ministère et n'ont rien obtenu.

Les travaux de la commission nationale des salaires

Cependant, l'action directe a rapporté un certain nombre de résultats, comme aux forges de Meudon, où les ouvriers ont obtenu une prime de vie chère de 500 francs par mois. Mais la menace, reconvenue par tous, d'une grève générale dans la région parisienne, a accéléré les travaux de la commission nationale des salaires, dont Henri Raynaud, secrétaire de la C. G. T., a donné un compte rendu dans une assemblée des cadres syndicaux tenue le 13 mars 1945.

Dans son intervention, il a déclaré :

« Il faut reconnaître que la formule n'était pas tout à fait juste : « Produire d'abord, revendiquer ensuite » dans la mesure où elle a voulu dire que les revendications passent au deuxième plan, alors qu'on ne peut pas les séparer. »

Les trotskystes, quant à eux, n'ont jamais dit autre chose aux ouvriers. Malgré les tombereaux de colomnes déversés contre nous, nous serions particulièrement satisfaits de voir les dirigeants de la C. G. T. revenir à une plus juste politique de défense des intérêts ouvriers, si cette appréciation de Raynaud sur les erreurs que lui, Hénaff, Costes, etc., ont commises, allait se matérialiser dans des actes, en dépassant le cadre d'une formule lancée pour calmer une assemblée agitée, où les ouvriers coupaient l'orateur par des « quand allons-nous être augmentés ? »

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

L'Indochine à l'impérialisme français ?

L'Indochine à l'impérialisme japonais ?

NON ! L'INDOCHINE AUX INDOCHINOIS !

Le coup de force japonais en Indochine n'a pas tardé à révéler la rivalité des impérialismes sur un point névralgique du globe. Assuré de l'avantage incontestable que lui donne sa formidable industrie, sa flotte immense et ses stocks d'or, l'impérialisme américain préconise l'internationalisation des territoires sous mandat, en particulier l'Indochine.

Pour donner plus de poids à sa « demande », il menace par la bouche de Graham Swing, commentateur à la radio, de laisser à d'hypothétiques armées françaises le soin d'écraser seules les forces japonaises en Indochine. En même temps, des contacts sont pris avec l'amiral Decoux, qui rappellent curieusement les pourparlers avec Darlan. Ce

Rien qu'en Indochine, de janvier 1930 à avril 1931, il y eut 1.064 Indochinois tués et exécutés, 4.382 arrêtés, 368 condamnés aux travaux forcés à temps, entraînant généralement la détention perpétuelle. Il n'est pas exagéré d'affirmer que c'est plus de 10.000 ouvriers, paysans et jeunes intellectuels d'Indochine qui ont été emprisonnés et condamnés. »

(Discours de Maurice Thorez à la Chambre des députés, le 14 mars 1933.)

chantage représente le premier effort des U.S.A., pour la mainmise sur l'Indochine et le remplacement d'un exploitateur impérialiste par un autre.

L'impérialisme japonais, de son côté, promet l'« indépendance » aux Indochinois. Instruits par de longues années de souffrance sous le joug français renforcé depuis trois ans par l'occupation japonaise, les peuples d'Indochine n'ont aucune confiance dans les paroles mensongères des diplomates de Tokio, de Paris ou de Washington. Ils se refusent à être l'enjeu des rivalités impérialistes. Avec l'appui des prolétaires français, japonais et américains, ils sauraient trouver la voie de leur émancipation.

Voilà ce que nous écrit entre autre un travailleur indochinois, membre de la IV^e Internationale : « Le Parti communiste français, au temps où il prenait à cœur les intérêts des travailleurs français, a plus d'une fois glorifié les héros obscurs de la lutte anticapitaliste et anticapitaliste ; il faisait le programme des travailleurs français et aussi des travailleurs coloniaux. Il appuyait jadis énergiquement les revendications légitimes des masses indochinoises. »



sur le front ouvrier



Il n'en est malheureusement pas ainsi, et, pendant la dernière période son exposé, Raynaud dénonça les rituels « provocateurs » qui incitent les ouvriers à passer à l'action pour briser l'unité nationale.

Les cadres des usines sont sortis de la réunion avec la ferme conviction que bientôt les ouvriers allaient obtenir une substantielle augmentation de salaires. Mais, dans les usines, les responsables syndicaux se hâtent de refroidir les ouvriers, car ils savent bien, eux patrons, que l'augmentation sera minime. En fait, le relèvement des salaires ne sera pas proportionné au coût de la vie, le mode de calcul des salaires par catégories élargira les différences entre manœuvres, O. S., femmes, d'une part, et professionnels et outilliers, d'autre part. L'alimentation, l'habillement, le textile seront défavorisés par rapport aux mines avantagées qui décrocheront peut-être la métallurgie. C'est ça que Parodi, ministre du Travail d'un gouvernement où siègent Lacoste, Tillon, Billoux, appelle remettre « de l'ordre dans les salaires ».

Vive l'échelle mobile des salaires !

Le coût de la vie ne cessant de s'élever depuis la « libération » va monter en flèche dans les jours qui viennent, car avant toute augmentation de salaires, le ministre de l'Economie nationale, Mendès-France, a envoyé une circulaire aux patrons les autorisant à augmenter le prix de vente.

Les minces avantages que, par crainte des masses, le gouvernement est dans l'obligation de décerner, vont être réduits à néant si les ouvriers n'imposent pas l'échelle mobile des salaires en rapport avec le coût de la vie. La classe ouvrière n'a pas à payer les frais de la situation désespérée de la bourgeoisie française. Que les patrons paient. Ils ont fait des millions et des millions de bénéfices avant, pendant et après l'occupation.

Ouvriers et ouvrières, l'expérience des mouvements de ces dernières semaines démontre qu'il n'y a pas d'autre méthode, pour obtenir satisfaction de nos revendications, que l'action directe combinant grèves et manifestations de masses. Il faut préparer le mouvement général en vous organisant dans les syndicats en comité local de liaison inter-syndical :

- pour le rajustement effectif des salaires,
- pour imposer le maintien des taux actuels des prix de vente,
- pour l'échelle mobile des salaires, il n'y a pas d'autre voie.

LA MONTÉE GRÉVISTE RÉTABLISSEMENT de la démocratie syndicale

La grève du livre a abouti momentanément à un échec. Les Lagentier, Hénaff ont torpillé le mouvement en le démolissant par des manœuvres bureaucratiques, comme de remettre en question un vote où une grosse majorité s'était prononcée pour la continuation de la grève. Des pressions furent organisées en collaboration avec les patrons. Ainsi, dans une boîte, un patron reçut un coup de téléphone le lundi matin, l'informant que le travail reprendrait le mardi matin alors que le résultat du vote ne devait être connu que dans l'après-midi.

Le mardi matin, les imprimeurs reprirent le travail avec l'engagement que, le jeudi suivant, Parodi leur donnerait réponse. Trois semaines se sont écoulées et ils attendent encore ! Voilà où aboutit la politique de Hénaff, Lagentier et consorts. Mais la grève est un grand enseignement pour les imprimeurs. Ils ont compris que si leur mouvement a subi un échec temporaire, c'est qu'ils ont démanché isolément, et surtout qu'ils ont accepté de reprendre le travail avec des promesses. Le prochain débrayage, ils vont le préparer en prenant contact avec les ouvriers des autres corporations, dans des comités de liaison inter-syndicaux et surtout quand ils l'auront commencé, ils le poursuivront jusqu'à la victoire.

Au moment même où les imprimeurs engageaient leur combat, d'autres mouvements éclatèrent en province, ainsi à Nantes, où les cheministes, un ouvrier des chantiers Dubigeon, qui emportait une musette de bois, fut mis trois jours à pied. Aussi, le 15 février, les camarades voyant sortir un camionneur de bois destiné au directeur Leroy, le vidèrent et débrayèrent pendant trois quarts d'heure, réclamant du bois pour chauffer leurs gosses.

Une information, que nous extrayons du Journal Octobre, édité par la région sud-ouest du P. C. L., nous montre que la « température » s'élève chez les marins :

RECTIFICATION

Une regrettable erreur typographique s'est glissée dans la note précédente numérotée. La citation de l'Alle est terminée ainsi : « Au nom des ouvriers, nous déclinons toute responsabilité sur les accidents qui pourraient découler de cette provocation ».

La suite du texte est un commentaire de la « Vérité ». Nos lecteurs auront rectifié eux-mêmes.

« Les marins veulent non un sur-sis, mais du travail et du pain pour tous. »

Le port autonome veut débaucher 120 marins le 23 février. Les 60 remorqueurs sont sans pain depuis le 1^{er} février. Les départs pour l'Angleterre et l'Amérique se font au compte-gouttes.

« Il faut que la résolution prise en assemblée générale obtienne satisfaction. Pour cela, il faut préparer soigneusement la lutte, qui, au besoin, doit aller jusqu'à la grève. Mais une grève bien menée. Il faut s'adresser à tous les ouvriers de la région, à toute la population bordelaise et lui expliquer ce qui se passe. Il est honteux qu'une poignée d'armateurs fassent des centaines de victimes. »

« Inscrits maritimes, A. D. S. G., retraités, tous ensemble, devez œuvrer pour la cause commune et exiger : »

- 1° Paye intégrale depuis le 1^{er} février ;
- 2° Remise en route de tous les remorqueurs et engins désarmés ;
- 3° Départs au large à volonté ;
- 4° Etre payé depuis la visite d'embarquement ;
- 5° La retraite versée sitôt que gagnée, comme dans la marine d'Etat, avec le minimum 18.000 fr. par an, comme les mineurs ;
- 6° Nationalisation sans indemnité ni rachat des compagnies de navigation. »

A Lille, le Drapeau Rouge, édité par la région nord du P. C. L., écrit dans son numéro du 8 février : « Vers la fin du mois de décembre, les services de la propriété publique de la ville de Lille (municipalité ouvrière ?) socialiste (?) avaient fait une grève de protestation de vingt-quatre heures par suite du non-paiement de l'augmentation et de l'indemnité de rappel. Cette grève avait été décidée à l'unanimité contre la volonté des dirigeants du syndicat Ghissalaine en tête ! »

Chez GNOME - KELLERMAN, la section syndicale a pris une initiative que les ouvriers jugeront curieuse, ainsi qu'en fait foi la lettre suivante d'un ouvrier :

« Les bons aux pièces, il y a de cela quinze jours, étaient payés comme suit :

Le temps de montage était reporté sur chaque pièce. Actuellement, le syndicat a pris l'initiative de faire deux bons séparés, c'est-à-dire un bon de montage, et un bon pour les pièces de la série. Il en résulte que sur une série importante, le compagnon voit son temps diminué jusqu'à 40 %. A la suite de cette décision, l'atelier 16 a débrayé. »

(Suite de la première page)

Avec le passage des armées alliées, des pays libérés aux territoires conquis, la fraternisation est devenue un problème capital. Sur les bords des routes il y a des inscriptions : « Vous êtes entrés en Allemagne. La fraternisation est un crime ».

Une série de pénalités allant des amendes à la prison ont été prévues. Plusieurs sentences ont déjà été appliquées aux troupes. Stars and Stripes indique aujourd'hui qu'une amende de 100 livres a été appliquée à un officier de la 1^{re} Armée pour avoir visité le foyer d'un civil allemand.

Les Alliés utilisent les nazis

Déjà des administrateurs locaux, qui reconnaissent avoir été nazis — malgré leur volonté, et pour garder leurs places, disent-ils — sont utilisés par les Alliés. Les fonctionnaires locaux, payés par les Alliés, sont traités avec déférence et courtoisie. Pour faire respecter ces fonctionnaires par les Allemands nous devons les traiter correctement », me disait un gouverneur militaire.

Les mêmes temps cela pose certains problèmes pour les Allemands qui voient des hommes connus en tant que nazis, jouant maintenant un rôle dans la nouvelle administration sous le contrôle allié. Les soldats alliés, sont de même, confus devant une attitude qui pa-

la guerre contre la révolution (tout pour la guerre !).

Les Soviétiques constituent dans le pays un deuxième pouvoir, beaucoup plus réel, mais encore inconscient de sa force. On a comparé récemment les Soviétiques aux Comités de libération : rien de plus faux ! Alors que les Comités de libération sont des organismes bureaucratiques, totalement soumis à la volonté populaire, et par là sans défense contre l'offensive gouvernementale, les Soviétiques (Comités) groupaient les représentants démocratiquement élus et révocables à tout moment de toutes les catégories d'exploités : ouvriers, paysans, travailleurs, soldats, ménagères, et aussi des petits et commerçants.

Autour de leurs Soviétiques, les paysans se mobilisent pour exprimer les grands propriétaires terriens, pour imposer leurs droits politiques et l'abolition de la discipline des officiers, etc. Aux Soviétiques, ils apportent leurs plaintes, leurs suggestions, demandent des comptes à leurs délégués et révocables ceux qui ne défendent pas assez énergiquement leurs intérêts.

Cependant, dans l'enthousiasme des premiers jours, ils ont été les beaux parleurs des deux grands partis (mencheviki et socialistes-révolutionnaires), partisans du « tout pour la guerre ». C'est grâce au jeu de la démocratie du Soviét (la seule démocratie véritable) que peu à peu cette majorité d'unions sacrées recula devant les délégués bolcheviki, encore peu nombreux en ce mois de mars, mais entièrement dévoués aux intérêts des travailleurs et hostiles à la guerre des capitalistes.

Des Soviétiques ou du gouvernement provisoire, qui l'emportera ?

RETABLISSEMENT de la démocratie syndicale

Aux chantiers de la Chapelle, les terrassiers continuent la lutte contre la politique de Parodi soutenue par les délégués de la Fédération du bâtiment.

« Maillet, directeur de la main-d'œuvre, avait accepté les conditions posées par les terrassiers à leur déplacement. Parodi viole cet engagement et veut nous envoyer en province au tarif régional en vigueur. Les syndicats s'inclinent. »

« Une motion est votée par les ouvriers, blâmant l'attitude de la C. G. T. et demandant à l'U. S. d'organiser une manifestation de 20.000 ars du bâtiment. »

Que fait-on pour les déportés ?

Trois millions vont revenir, privés de tout, après des années de captivité ou de travail forcé. Le comité directeur du Mouvement national des prisonniers et

Où les Gar des Cliqués ne sont pas inutiles

Renault. — Chaque jour le comité de cantine Renault a devant lui le redoutable problème de nourrir les milliers d'ouvriers de l'usine. Dernièrement, la viande, un camion ramené à l'usine, fut confisquée à Saint-Cyr par les agents du Service du contrôle économique de M. Ramadier. Immédiatement un copain sauta au téléphone et 200 ouvriers de l'usine prirent d'assaut des camions et sur la route de Saint-Cyr à Paris établirent un barrage. Les files du contrôle furent « poliment » invitées à descendre du camion qui reprit le chemin de l'usine.

Bravo ! les gars de chez Renault, vous avez montré à Thorez à quoi servent les gardes civiques !

SOUSCRIPTION

« pour que soit entendue la voix de la IV^e Internationale. »

Listes n^{os} 5 et 51
G. 100, B. 50, D. 50, C. 50, un gr. de 15, un inst. 300, un av. 100, un 100, un assistante sociale 100, un marin 50, p. la vérité 77, L. N. 20, Soutien Vérité 100, 1 cam. esp. 10, un sym. du 1^{er} 20, un antifasciste grec 20, un soldat de l'Armée rouge 10, Ma 35, pour brochures 20.

« A la réunion suivante, les responsables syndicaux Boschen et Chavet expliquèrent qu'« on est obligé d'accepter, qu'on verrait après si les conditions sont valables ou non », dénoncent les éléments troubles qui veulent organiser des manifestations par-dessus la C. G. T. Vient à la suite l'inévitable dénonciation des trotskystes. Un ouvrier essaya de prendre la parole, mais on l'empêcha de parler. On passe au vote sur la demande du secrétaire : « Est-ce que vous êtes d'accord ? etc... »

C'est ce que les dirigeants de la C. G. T. appellent la démocratie. Tous les terrassiers sont contre le débauchage. Le tract que notre rayon a diffusé dénonçant les manœuvres de Parodi a reçu l'accord unanime et à un énorme retentissement sur les chantiers. Mais dans les A. G., où descendent les bonzes, aucune discussion n'est possible. Notre parti dit aux ouvriers : exigez le respect de la démocratie syndicale de la part de vos dirigeants !

Exigez le départ de ceux qui marchent avec les patrons. Exigez un référendum à bulletin secret sur les chantiers pour savoir si oui ou non les terrassiers sont pour les accords Parodi.

Organisez-vous en comité de liaison syndical pour préparer la lutte et les manifestations prochaines.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je déclare m'abonner à La Vérité
6 mois..... 50 fr.
1 an..... 100 fr. (1)
NOM
ADRESSE
(1) Rayer la mention inutile.

Sur le front international

rait vouloir faire du pauvre paysan ou manoeuvre, l'ennemi qu'il faut éviter, tandis que les fonctionnaires bien habillés et beaux parleurs retournent à leurs postes.

Le bourgmestre local est l'homme que les Alliés utilisent pour s'occuper de la main-d'œuvre, et les suis passé à travers villes et villages et partout ces équipes de travail ont la même apparence misérable d'hommes pauvrement habillés, sous-alimentés et qui triment durement. En même temps, j'ai vu des jeunes Allemands, bien habillés, qui apparemment ne font rien, sauf rester à une fenêtre, ou se promener dans la rue. Je ne peux pas m'empêcher de penser que trop souvent dans ces circonstances, le bourgmestre, ou un autre Allemand appointé par nous, pour s'occuper de la main-d'œuvre, exerce une discrimination qui exempte les Allemands « respectables » de cette obligation. Après tout ils font partie de la même catégorie.

Oui, les véritables frontières sont les frontières de classe, et non de race ou de nation. Les gouverneurs militaires alliés s'adressent aux Allemands « respectables » et ceux-ci font une « discrimination », en faveur des gens de leur « catégorie ». Les nazis passent à travers, mais cela ne fait rien, au contraire, tout est « ordre » — l'ordre capitaliste — règne.

Un soldat me disait après un voyage à travers plusieurs villes : « Il me semble que nous piquions parmi les mêmes Allemands que les nazis forçait avec des coups de pied à faire le sale boulot ; lorsque je répétait cette remarque à un gouverneur militaire, il me pliqua : « Moi aussi j'ai parfois la même impression. Mais après tout, nous ne faisons pas travailler ces pauvres diables pour les punir, mais parce que nous avons besoin de leur travail, et je vous assure qu'ils sont habitués à ce sale boulot. »

Ils y sont habitués, comme le dit cyniquement ce soldat impérialiste, et leur sort n'est pas meilleur maintenant. Mais aux Allemands « respectables » et aux nazis on parle avec « déférence » et « courtoisie ».

Et des mêmes méthodes qu'impérialistes alliés utilisent, impérialistes hitlériens se servent aussi. Ces quelques faits, cités par la revue New Statesman an Nation le prouvent :

« Les chefs nazis ont de tout temps fait l'impossible pour empêcher la fraternisation entre ouvriers allemands et étrangers. Les règlements officiels étaient affichés dans chaque entreprise : « L'ouvrier allemand est notre frère. L'étranger est l'ennemi de notre nation. En aucun cas on ne doit confier à un étranger le contrôle du travail allemand. Il est strictement interdit de parler aux ouvriers étrangers, sauf en liaison avec le travail. Aucun ouvrier ou contremaître, n'a le droit d'inviter des étrangers chez soi, ou de s'asseoir à la même table qu'eux. »

Mais les ouvriers allemands ont beaucoup moins qu'on ne veut le faire croire, le sentiment d'être une race supérieure :

Ces consignes et un grand nombre d'autres semblables ont été constamment violés. Un officier polonais qui, après son éviction du camp, fut aidé dans son chemin vers la liberté par un grand nom-

bre d'Allemands, qui l'ont pourvu de nourriture et l'ont abrité, conte : « Les nazis craignent la fraternisation avec les étrangers, et appliquent des peines très sévères aux Allemands coupables d'actes de gentillesse. Malgré ceci, nombre d'Allemands regardent les étrangers plutôt en camarades de misère qu'en ennemis. Les prisonniers sont informés sur le véritable état de choses, et les nouvelles de la B.B.C. leur sont données par les Allemands qui travaillent à côté d'eux dans les champs ou les usines. »

Un Tchèque évadé d'Allemagne déclare que la Gestapo et les SS ne surveillent pas seulement les étrangers, mais aussi bien les ouvriers allemands.

Gestapo et nazis traquent et briment les ouvriers. Maintenant ils continuent, mais pour le compte des Alliés.

En territoire occupé par Staline, les choses ne sont guère autrement. Voici quelques-uns des ordres donnés par les gouverneurs militaires soviétiques :

— La fraternisation est strictement interdite.

— Il est interdit aux Allemands de former des syndicats ou autres organisations.

— Les écoles seront fermées pour le moment, mais les hôpitaux et les églises resteront ouvertes.

Pourtant, il est évident que nombre de travailleurs allemands souhaitent ardemment l'arrivée de l'Armée Rouge. Ils n'auraient pas mieux demandé que de pouvoir faire aussi ce que les ouvriers russes firent en octobre 1917.

Les Allemands paraissent stupéfaits qu'ils fâchent les Russes avec leurs cris de « Rotfront ! » (Front Rouge !), ou avec leurs déclarations, qu'ils avaient voté pour les communistes avant.

Mais, autant que les impérialistes, Staline craint la fraternisation. Il craint de laisser la porte ouverte à la révolution prolétarienne. Il craint que ses troupes ne se contaminent et ne ramènent au pouvoir la démocratie ouvrière de Lénine et Trotsky. Pour lui aussi, l'ordre « doit » régner. Il interdit la fraternisation entre travailleurs allemands et soviétiques, mais s'appuie sur les hoberaux prussiens comme Von Paulus et Von Seydlitz du Comité de l'Allemagne Libre.

Des trois côtés : impérialistes alliés, impérialistes allemands, et bureaucrates stalinien, on propage la haine entre travailleurs de différentes nationalités. Les Alliés commencent les « éléments » s'appuyant sur les « éléments » d'ordre. Leur grand souci est d'empêcher que la révolution matée en Allemagne, ce sera bien plus facile de la briser ailleurs aussi. Mais les travailleurs de toute nationalité se trouvant en Allemagne, commandent que les « gens de même catégorie » aient s'unir. Malgré les uniformes différents dont on les affuble, ils fraterniseront, et loin de se haïr, ensemble ils feront la révolution en Allemagne et partout ailleurs.

B. G.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.